

NON à la mainmise des multinationales sur notre santé et notre planète.

<https://actions.sumofus.org/a/monsieur-le-president-dites-non-au-tafta-et-au-ceta/?akid=20395.11150087.i9YMUO&rd=1&source=fwd&t=1>

Une réunion cruciale entre les pays de l'UE va avoir lieu mardi et mercredi prochains.

L'avenir du TAFTA sera à l'ordre du jour.

La France doit dire NON à la mainmise des multinationales sur notre santé et notre planète.

Dites à François Hollande de joindre les paroles aux actes en mettant un terme aux négociations du TAFTA et en refusant d'approuver le CETA.

Si les accords de libre-échange transatlantiques entre l'UE et le Canada (CETA) ainsi que l'UE et les Etats-Unis (TAFTA) entraînent en vigueur, **toute tentative de lutte contre le dérèglement climatique, les pesticides tueurs d'abeilles ou cancérigènes comme le glyphosate serait quasiment anéantie.**

Il y a quelques semaines, **François Hollande menaçait pourtant de claquer la porte des négociations** si le TAFTA comportait un danger quelconque pour la protection de l'environnement.

Que s'est-il passé depuis? Et bien, pas grand chose...

Mais il reste cependant un espoir ! Mardi et mercredi prochains, nous avons une occasion unique de lui demander de joindre les paroles aux actes : les pays de l'UE sont en effet invités, lors d'un sommet européen, à confirmer leur soutien au mandat de négociation du TAFTA donné à la Commission européenne.

C'est le moment où jamais d'exiger de François Hollande le retrait de la France des négociations sur le TAFTA et le rejet de l'accord avec le Canada (CETA).

[Demandez à François Hollande le retrait de la France des négociations sur le TAFTA et le rejet de l'accord avec le Canada \(CETA\).](#)

Les inquiétudes quant aux conséquences sur la santé et la protection de la planète sont fondées et réelles. **Le TAFTA et le CETA donnent un pouvoir sans précédent aux multinationales qui pourront désormais attaquer les politiques publiques contraires à leurs intérêts via des tribunaux privés.** Grâce à des mécanismes juridiques similaires, des multinationales ont par exemple poursuivi l'Allemagne lors de sa sortie du nucléaire. Ou encore, l'Australie a été attaquée par le cigarettier Philip Morris en raison de sa politique anti-tabac.

Ces projets d'accords désastreux essaient en somme de **donner à Monsanto, Coca-Cola ou au pétrolier Esso plus de pouvoir**, et les **mesures de protection contre le gaz de schiste ou les produits nocifs comme les pesticides cancérigènes ou tueurs d'abeilles pourraient disparaître.**

Si le gouvernement français veut garantir la protection des consommateurs et consommatrices, il n'a d'autres choix que de dire un NON retentissant aux accords de libre-échange et à la mainmise des entreprises sur nos lois et protections. Mettons un terme aux tractations, **stoppons ces projets d'accords de libre-échange qui n'ont qu'un seul objectif : faire pencher la balance économique, sociale et environnementale du côté des multinationales, en nous tirant tous vers le bas.**

[Signez la pétition pour que François Hollande mette un terme aux négociations du TAFTA et refuse d'approuver le CETA.](#)

La mobilisation contre ces accords désastreux a déjà des retombées significatives. Au-delà des récentes déclarations du gouvernement contre le TAFTA, **plusieurs collectivités se sont aussi déclarées**

«zones hors TAFTA» en France et en Europe. La Wallonie et le Luxembourg ont également dit non au CETA.

La France doit elle aussi clamer haut et fort que la priorité va au peuple, pas aux multinationales !

Monsieur le Président, nous vous demandons d'agir à votre tour : mettez un terme aux négociations du TAFTA et refusez d'approuver le CETA.